


Projet « Redevabilité pour le développement (A4D) »

TERMES DE REFERENCES

Recrutement de 02 consultants – Formateurs pour l’animation d’une (01) session de formation à l’endroit des autorités locales des régions du Bounkani et du Tchologo sur les mécanismes de participation citoyenne et la communication stratégique

Dr Ademien

11/06/2024

I-Contexte et Justification

Depuis 2012, la Côte d'Ivoire continue d'enregistrer une croissance économique parmi les plus fortes du continent africain. Malgré cette forte croissance la majorité de la population reste pauvre, couplée à une mauvaise qualité des services offerts aux populations dans les domaines de l'Education, la Santé, l'Eau, l'Hygiène et l'Assainissement. En effet, le pays était classé 108^e sur 176 selon l'indice de la perception de la corruption 2016 de Transparency International, et occupait la 171^e place sur 189 pays selon l'Indice de développement Humain de 2018 édité du PNUD.

Il se pose un problème de gouvernance, dont les faiblesses se situent à trois niveaux des citoyens, des organisations de la société civile et des autorités gouvernementales qui offrent les services sociaux de base que sont l'éducation, la sante, l'eau et l'assainissement.

En effet, les autorités locales ont pour rôle d'articuler efficacement les besoins des citoyens avec le gouvernement tout en plaidant pour une prestation de services de qualité en suscitant leur engagement dans la budgétisation, la planification et le suivi des actions de prestation de services organisées par les acteurs étatiques. De plus, il n'est pas toujours aisé pour les individus/OSC dans les zones d'intervention du projet d'exprimer facilement ses préoccupations et/ou plaintes en direction des autorités locales. C'est pourquoi les gestionnaires de services publics doivent avoir accès à des mécanismes sûrs et réactifs pour traiter leurs préoccupations sur des sujets comme la qualité des services publics fournis, le détournement des biens destinés aux populations, la transparence et la redevabilité des autorités, etc.

Un consortium composé des ONGs « Alliance Côte d'Ivoire, Equal Access International et Action Contre la Faim » a initié le projet intitulé « **Redevabilité pour le développement** » avec **pour objectif global de contribuer à améliorer la prestation et l'accessibilité des services publics de base pour les femmes et les jeunes conformément à l'objectif 1.3 de la mission USAID/ Côte d'Ivoire**. Ce projet est mis en œuvre dans les régions de Tchologo et du Bounkani au nord de la Côte d'Ivoire, plus précisément dans les départements de Ferkessédougou, de Kong et de Bouna.

Plus spécifiquement, il vise à :

- Amplifier les préoccupations légitimes des citoyens et les mettre en relation avec les canaux gouvernementaux appropriés et les dirigeants les mieux à même et les plus désireux d'y répondre.
- Renforcer la capacité de la société civile à articuler efficacement les besoins des citoyens avec le gouvernement tout en plaidant pour une prestation de services de qualité.
- Améliorer l'inclusivité, la réactivité et la responsabilité du gouvernement face aux besoins et aux préoccupations des citoyens, en particulier des jeunes et des femmes.

Pour répondre à ce besoin, Alliance Côte d'Ivoire en collaboration avec Equal Access International organise Quatre (04) sessions de formation à l'endroit de 120 autorités locales (soit 30 pers./session) des régions du Bounkani et du Tchologo en matière de gouvernance inclusive et la redevabilité avec emphase sur les outils de participation citoyenne au développement local notamment le Budget Participatif.

Les présents termes de référence ont donc pour objet de définir le cadre de réalisation de cette formation qui devra contribuer à renforcer les capacités techniques des autorités locales des régions du Tchologo et du Bounkani.

II-Objectifs de la formation

▪ Objectif Général

Renforcer les capacités des autorités locales des régions du Bounkani et du Tchologo sur les mécanismes de la gouvernance inclusive et de redevabilité avec emphase sur le Budget Participatif.

▪ Objectifs Spécifiques

De manière spécifique il s'agira de :

- Former 120 autorités locales sur le fonctionnement de l'administration locale des CTD, les outils de participation citoyenne ainsi que la communication participative pour le développement ;
- Doter les participants d'une démarche claire et des outils pour la mise en œuvre d'une action de redevabilité sociale (Exemple du Budget Participatif (BP)).

III- Résultats Attendus

A la fin de la formation, les participants seront en mesure de comprendre :

- Les différents outils de participation citoyenne dont le Processus Budgétaire Participatif (PBP) pour impliquer leur base dans le développement d'un budget participatif et représentatif des besoins des habitants dans les zones rurales
- Comment collaborer avec les populations rurales pour une meilleure fourniture des services publics notamment dans les secteurs clés tels que la santé, l'accès à l'eau potable, et l'eau pour l'agriculture
- Les techniques pour une communication stratégique.

IV-Modules de formation

La formation va s'articuler autour de 04 modules qui permettront de développer des compétences en termes de connaissances, aptitudes, attitudes et comportements. Les modules se présentent comme suit :

- **Module 1** : Mode de fonctionnement de l'Administration locale : Cas des collectivités territoriales décentralisées
- **Module 2** : Outil de participation citoyenne et développement local
- **Module 3** : Mise en pratique du Processus Budgétaire Participatif (PBP)
- **Module 4** : Communication participative pour le développement

V-Description du poste

Description du poste : Recrutement de 02 consultants – Formateurs pour l'animation d'une (01) session de formation à l'endroit des autorités locales des régions de l'Iffou et du Moronou sur les mécanismes de participation citoyenne et la communication stratégique.

1-Type de contrat : Consultant Individuel

La mission du consultant contribuera au développement et au renforcement des capacités techniques des autorités des régions du Bounkani et du Tchologo, les rendant ainsi plus actives et mieux outillées à conduire le développement au niveau local.

2-Durée/Période de services : 06 jours ouvrables maximum.

Phase	Travail à faire
Préparation de la session de formation	<ul style="list-style-type: none"> - Préparation proposition technique - Préparation du contenu à distribuer aux participants - Préparation du Powerpoint
Animation de l'atelier de formation	<ul style="list-style-type: none"> - Animer l'atelier de formation pendant 06 jours
Rédaction du rapport	<ul style="list-style-type: none"> - Rédiger le rapport de la session

3-Date de formation : Du 29 juin au 03 Juillet 2021

4-Qualifications et expériences requises

- *Éducation* : Être titulaire d'un diplôme universitaire (Maîtrise, DESS, DEA, Doctorat) en sciences sociales.
- *Expériences professionnelles* : Avoir au moins cinq (05) années d'expériences dans le domaine de la gouvernance locale et les mécanismes de participation citoyenne notamment le Budget Participatif et la Carte de Score Communautaire ainsi que l'implémentation des cadres de concertation.

5-Durée de la Formation

06 Jours à compter de la date de signature du contrat avec le consultant.

6-Documents à inclure lors de la soumission de la proposition

Les consultants intéressés doivent présenter un dossier de candidature incluant les éléments ci-après :

Termes de Reference - Recrutement de 02 Consultants – Formateurs pour l'animation de 04 sessions de formation à l'endroit des autorités locales des régions du Bounkani et du Tchologo.

a) Pour la proposition technique :

- Une note explicative sur la compréhension des TDR et son plan de travail incluant le guide à finaliser ;
- Présentation de l'approche méthodologique et de l'organisation de la formation ;
- Un CV signé incluant les expériences acquises sur des formations similaires et les références.

b) La proposition financière doit inclure un coût forfaitaire global par jour.

7-Evaluation des propositions

Seuls les 02 candidats ayant obtenu les meilleures notes seront retenus. L'offre financière sera négociée en cas de coût très élevée à la disposition financière d'Alliance Côte d'Ivoire.

8-Les critères d'évaluation sont les suivants :

Critères	Points
Être titulaire d'un diplôme universitaire (Maîtrise, DESS, DEA, Doctorat) en sciences sociales notamment sur le concept de la gouvernance locale.	/20
Avoir une expérience avérée dans le domaine de la gouvernance locale et une bonne connaissance des mécanismes de participation citoyenne	/20
Note explicative sur la compréhension des TDR et présentation de l'approche méthodologique.	/20
Offre technique et financière	/40
TOTAL	/100

9-Methodologie

L'approche de formation sera largement participative et la session intensive. La session de formation sera articulée autour des temps forts suivants :

- Information sur le Cadre Institutionnel de la décentralisation en Côte d'Ivoire et le fonctionnement de l'administration local,
- Information sur les mécanismes de participation citoyenne avec une connaissance approfondie des Civic – Tech,
- Information sur le cadre théorique et pratique du Processus Budgétaire Participatif,
- Travaux de groupes,
- Etc.

Le Consultant- Formateur remettra une note de clarification méthodologique. Cette note précisera entre autres la démarche de la formation, les techniques et les outils employés, le plan de formation, les modules, les contenus et les supports de formation. Un groupe de travail sera mis en place pour valider les contenus et supports de formation. Un contrat sera alors signé avant leur application.

Termes de Reference - Recrutement de 02 Consultants – Formateurs pour l'animation de 04 sessions de formation à l'endroit des autorités locales des régions du Bounkani et du Tchologo.

10-Activités principales à exécuter par les consultants - Formateurs

- a *Préparation et transmission d'une offre méthodologique ;*
- b *Finalisation du guide ;*
- c *Préparation et soumission des contenus, outils et supports de formation ;*
- d *Animation de l'atelier de formation ;*
- e *Évaluation de la formation ;*
- f *Rédaction et transmission d'un rapport général de la formation.*

Soumission des propositions

Vous pouvez envoyer votre CV par courriel au plus tard le 15 Juin 2021 à 16h00 à l'adresse suivante : embia@allianceciv.org et info@allianceciv.org